



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM Mauritanie 2019 - 2023

CONTEXTE

La République islamique de Mauritanie est un pays sahélo-saharien comptant 4,6 millions d'habitants, concentrés dans le sud. Le pays connaît une baisse constante de la pauvreté depuis 2000 et a été classé 157^e sur les 189 pays de l'indice de développement humain en 2020.

On observe une tendance structurelle à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au sein du pays. L'indice de la faim dans le monde 2020 classait la Mauritanie à la 85^e place sur 107 pays. La prévalence de la malnutrition aiguë globale y est estimée à 11,6 % et celle de la malnutrition chronique globale à 23,3 %.

En dépit des efforts nationaux déployés pour promouvoir le statut des femmes, la plupart des indicateurs économiques et sociaux du pays se caractérisent par des disparités fondées sur le genre. En 2020, l'indice d'inégalité de genre classait la Mauritanie au 151^e rang sur 162 pays.

L'augmentation des conflits armés, la détérioration de la sécurité, la pauvreté généralisée et les effets des changements climatiques sont des facteurs de migration déterminants au Sahel. La Mauritanie, qui est épargnée par l'insécurité, accueille plus de 67 000 réfugiés maliens fuyant les conflits.

SUJET ET ORIENTATION DE L'ÉVALUATION

Le PSP s'articulait initialement autour de six effets directs stratégiques et sept activités axés sur l'aide alimentaire ciblant les personnes touchées par des chocs, les programmes de repas scolaires, la nutrition, la création d'actifs et le soutien aux petits exploitants agricoles, la prestation de services et le renforcement des capacités. Une révision budgétaire effectuée en 2022 a donné lieu au prolongement du PSP de décembre 2022 à février 2024, afin de garantir sa cohérence avec le cycle du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Le plan fondé sur les besoins initial, d'un montant de 132 millions de dollars É.-U., visait à toucher 445 000 bénéficiaires en quatre ans. Il a été révisé à trois reprises (en juillet 2022), ce qui a porté le budget à 201 millions de dollars É.-U. et le nombre prévu de bénéficiaires à 484 000. Le PSP avait reçu 65 % des financements en décembre 2021.

OBJECTIFS ET UTILISATEURS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation a été commanditée par le Bureau de l'évaluation indépendant du PAM afin de fournir des données en matière de redevabilité et d'apprentissage visant à orienter l'élaboration du prochain PSP en Mauritanie. Elle couvre les activités du PAM mises en place entre 2018 et la mi-2021, y compris le positionnement stratégique du PAM, l'efficacité de sa contribution aux effets directs stratégiques, l'efficacité de la mise en œuvre du PSP et les facteurs qui expliquent les performances du PAM.

Les principaux utilisateurs de cette évaluation sont le bureau de pays du PAM Mauritanie, le bureau régional de l'Afrique de l'Ouest, les divisions techniques du siège du PAM, le gouvernement de la Mauritanie et d'autres parties prenantes dans le pays.

PRINCIPALES CONSTATATIONS DE L'ÉVALUATION

Position stratégique, rôle et contribution spécifique du PAM d'après les priorités du pays et les besoins des personnes ainsi que les points forts du PAM

L'évaluation a révélé que le PAM contribuait à la mise en œuvre des stratégies nationales. Le PSP était adapté aux besoins des plus vulnérables, notamment en ce qui concerne l'aide aux réfugiés, la protection sociale et la résilience communautaire.

Alors que les capacités opérationnelles et logistiques du PAM sont considérées par ses partenaires comme ses principaux avantages comparatifs, il a en revanche une marge de progression pour ce qui est de son positionnement stratégique dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles et de la résilience.

Durant toute la période du PSP, le PAM a réussi à nouer et à entretenir des partenariats stratégiques solides avec d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale dans les domaines de la protection sociale et de la résilience.

Mesure et qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques du PSP en Mauritanie

Aide alimentaire aux réfugiés : pendant la période couverte par le PSP, la population réfugiée dans le camp de Mbera est restée très dépendante de l'aide alimentaire du PAM, ce qui a contribué à un nivellement général des indicateurs liés à la nutrition et à la sécurité alimentaire entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires. Cela étant, les conditions agroécologiques et socio-économiques n'étaient pas propices à l'élaboration de solutions durables pour les réfugiés.

Les interventions visant à faire face à la crise de la **COVID-19** n'étaient pas associées à une demande spécifique de soutien de la part de l'État et ont été particulièrement sous-financées. Elles ont uniquement permis de distribuer des transferts monétaires à Brakna en 2020, dont quelque 36 000 personnes ont bénéficié. La redistribution entre les ménages a permis de soutenir les mécanismes existants de solidarité.

L'aide durant la **période de soudure** – qui ciblait en moyenne 124 000 bénéficiaires par an entre 2019 et 2021 – est progressivement

passée d'une aide alimentaire à une aide monétaire, afin de réduire les coûts et de tenir compte de la préférence des bénéficiaires. Des améliorations ont été observées en ce qui concerne la diversité alimentaire et les stratégies d'adaptation des femmes.

Près de 50 000 garçons et filles ont bénéficié de **repas scolaires** chaque année. Les effets sur les résultats scolaires ont été difficiles à évaluer compte tenu des restrictions liées à la COVID-19 et des lacunes en matière de suivi. L'évaluation a révélé que l'alimentation scolaire avait, à elle seule, c'est-à-dire sans aucune amélioration de la qualité de l'offre éducative (notamment des infrastructures, des fournitures et du personnel), peu de chances d'avoir une incidence importante sur les taux de fréquentation et de maintien scolaires.

Les taux de performance des **traitements de la malnutrition aiguë modérée (MAM)** chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition ont été très élevés durant toute la période couverte par le PSP. Cependant, le PAM a eu des difficultés à mobiliser les accompagnateurs et les bénéficiaires dans les contextes urbains.

L'activité du programme « **Assistance alimentaire contre biens communautaires** » (FFA) s'est fortement développée depuis 2018, mais a été ralentie par les restrictions liées à la COVID-19 en 2020. Parmi les principaux résultats obtenus, citons la hausse de la production, la réduction des migrations et le renforcement de la cohésion sociale. Toutefois, les institutions de l'État auraient pu être davantage impliquées dans la coordination des activités de résilience.

De manière générale, le **soutien institutionnel** fourni au gouvernement dans les domaines de la protection sociale adaptative, de la sécurité alimentaire nationale ainsi que des systèmes de prévention des chocs et d'intervention a été apprécié malgré les difficultés engendrées par la rotation importante du personnel au sein du gouvernement.

Les services de l'UNHAS ont joué un rôle déterminant pour permettre à la communauté humanitaire d'atteindre rapidement les populations et les communautés touchées, y compris dans la zone accueillant des réfugiés maliens. Le PAM a également apporté un appui logistique au gouvernement afin de faire face à la crise de la COVID-19.

Thèmes transversaux : les interventions du PAM ont favorisé l'égalité entre les genres, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour obtenir des résultats transformateurs en matière de genre. Les analyses des risques sociaux, environnementaux et de protection ont été correctement intégrées, notamment aux activités de l'initiative FFA. Les mécanismes de redevabilité et de retour d'information ont été améliorés, malgré quelques problèmes de communication persistants qui entravent la sensibilisation des bénéficiaires aux programmes.

Dans l'ensemble, le PSP a facilité la mise en œuvre d'une approche fondée sur le **lien** entre action humanitaire, développement et paix, y compris en soutenant le système de protection sociale adaptative. La prédominance des financements humanitaires a toutefois été un facteur limitant.

Utilisation efficace des ressources par le PAM pour contribuer aux produits et aux effets directs stratégiques du PSP

De manière générale, les activités ont été rapidement mises en œuvre et le passage aux transferts monétaires a réduit les risques de retards et de ruptures de stock. Les activités nutritionnelles ont été pénalisées par des cycles de financement inadéquats et des ruptures d'approvisionnement. Sur les sites couverts par le paquet intégré de résilience du PAM, la stratification des activités aurait pu être examinée de manière plus approfondie afin d'accroître les gains d'efficacité.

La coordination du PAM avec ses partenaires dans le cadre des plans d'intervention a permis d'améliorer la répartition des ressources limitées pour répondre aux besoins. La qualité du ciblage a été améliorée durant toute la période du PSP grâce aux efforts du groupe de la sécurité alimentaire. Peu d'erreurs d'inclusion ont été commises, mais les erreurs d'exclusion – qui sont les plus problématiques – étaient encore nombreuses et doivent faire l'objet d'une surveillance accrue. Certaines difficultés perdurent également en ce qui concerne l'adhésion des bénéficiaires au ciblage de l'aide durant la période de soudure et de l'aide aux réfugiés.

Dans l'ensemble, les activités ont gagné en efficacité grâce à la réduction des coûts de distribution, aux examens organisationnels internes et aux partenariats renforcés.

Facteurs expliquant la performance du PAM et la mesure dans laquelle il a permis les changements stratégiques attendus par le PSP

Le PSP a été conçu à l'aide de sources de données fiables, et le PAM a été un précurseur en conduisant une évaluation participative avant de fournir un soutien institutionnel sur l'alerte précoce.

Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la mobilisation de financements pluriannuels et la flexibilité interne a rendu possible le prêt de ressources entre activités.

Le personnel du PAM en Mauritanie a augmenté, même si le recrutement d'expertes nationales, en particulier dans les bureaux secondaires, est demeuré problématique.

Les partenariats ont été renforcés, mais d'autres solutions peuvent également permettre d'améliorer la coordination entre acteurs de la protection sociale et de favoriser la complémentarité des mesures de soutien à la résilience et de protection sociale.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le PAM a continué à jouer un rôle majeur dans le paysage humanitaire du pays et le cadre du PSP a facilité son positionnement stratégique dans les domaines de la protection sociale et de la résilience, malgré un manque persistant de visibilité au niveau du gouvernement.

S'agissant de l'aide aux réfugiés, le PAM s'est appuyé sur l'approche du triple nexus conjuguant interventions humanitaires, de développement et de paix mise au point avec ses partenaires en vue d'allier les efforts humanitaires à des solutions durables. Ces dernières sont toutefois freinées par le contexte agroécologique et socio-économique.

Les synergies entre les différentes activités qui composent le paquet intégré de résilience doivent être renforcées, à l'instar de l'appropriation de cette approche au niveau national.

La prise en compte des questions transversales progresse, mais des améliorations peuvent encore être apportées dans les domaines du genre, de l'environnement et de la redevabilité envers les populations touchées.

Le PAM a démontré une solide capacité d'adaptation et une grande flexibilité, notamment pendant la crise de la COVID-19.

Parmi les facteurs de réussite figurent les réorganisations internes, l'augmentation des niveaux de financement et la qualité générale du suivi, bien qu'il soit encore difficile de mesurer les effets des approches à plus long terme.

Recommandations

Recommandation 1. Renforcer la stratégie globale de protection sociale adaptative et le paquet intégré de résilience.

Recommandation 2. Renforcer la prise en compte des questions transversales liées au genre, à l'environnement et à la redevabilité envers les populations touchées.

Recommandation 3. Examiner la stratégie d'assistance aux réfugiés et aux populations d'accueil en s'appuyant sur les avantages comparatifs des parties prenantes, y compris des communautés locales.

Recommandation 4. Consolider les effets du paquet intégré de résilience.

Recommandation 5. Soutenir davantage les politiques nationales en matière d'alimentation scolaire et de prise en charge de la malnutrition aiguë.